



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Secrétariat Général*

DIRECTION DE LA MODERNISATION  
ET DE L'ACTION TERRITORIALE

BUREAU DES ÉLECTIONS ET  
DES ÉTUDES POLITIQUES

Affaire suivie par :  
Arnaud SCHAUMASSE  
Tél : 01 40 07 22 06  
Arnaud.schaumasse@interieur.gouv.fr

N° 13-008773-D

Paris, le

12 AVR. 2013

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

à

MESDAMES ET MESSIEURS LES PRÉFETS

NOR/INT/C/02/00198/C

**NOTE**

**à Mesdames et Messieurs les Préfets de département**

---

**OBJET : Méthodologie du redécoupage cantonal en vue de la mise en œuvre du scrutin binominal majoritaire aux élections départementales.**

Les projets de lois organique et ordinaire relatifs à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral vous ont été présentés par le ministre en réunion des préfets. Ces deux textes devraient être définitivement adoptés fin avril.

L'introduction d'un nouveau mode de scrutin pour l'élection des conseillers généraux – le scrutin binominal majoritaire - impose que soit définie pour chaque département, au plus tard en mars 2014, une nouvelle carte des limites cantonales.

La présente note précise les conditions de réalisation et les critères devant guider l'opération de modification des limites cantonales qui va être conduite en 2013 et 2014.

**1. Le mode de scrutin des conseillers départementaux exige de revoir les limites cantonales dans tous les départements hors Guyane et Martinique**

Traduisant l'engagement du Président de la République en octobre dernier à l'occasion des états généraux de la démocratie territoriale, le mode de scrutin proposé répond au besoin d'un ancrage territorial et à l'exigence de parité.

En 2015, deux conseillers départementaux seront ainsi élus dans chaque canton, en binôme. Leurs deux noms figureront sur le même bulletin, les électeurs devant se prononcer en faveur du binôme dans sa totalité.

Actuellement, un département compte autant de cantons que d'élus. Demain, chaque département comptera un nombre de cantons égal à la moitié du nombre actuel arrondi au nombre impair supérieur.

La carte cantonale de chaque département doit donc être entièrement revue. Cette opération, prévue à l'article L. 3113-2 du CGCT, est réalisée par décret en Conseil d'Etat, pris après avis du conseil général. Le projet du Gouvernement conserve cette procédure tout en encadrant le délai de réponse du conseil général dans les six semaines à compter de sa saisine. Un avis favorable n'est toutefois pas exigé par les textes. Par ailleurs, si le Conseil général garde le silence à l'issue du délai, son avis sera réputé rendu.

## **2. Calendrier des opérations de redécoupage**

L'article 7 de la loi n° 90-1103 du 11 décembre 1990 organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux prévoit qu' « *il ne peut être procédé à aucun redécoupage des circonscriptions électorales dans l'année précédant l'échéance normale de renouvellement des assemblées concernées* ».

Ainsi, comme les élections départementales sont prévues en mars 2015, **la modification des limites cantonales doit être achevée dans chaque département au plus tard en mars 2014.**

Toutefois, **les opérations de saisine des présidents de conseils généraux et du Conseil d'Etat** ne pourront avoir lieu qu'une fois les deux textes promulgués, soit **à compter de mai 2013 au plus tôt.**

## **3. Critères à respecter dans le cadre des opérations de redécoupage**

Les critères devant guider le redécoupage ont été établis de longue date par la jurisprudence et confirmés par le Conseil d'Etat dans l'avis qu'il a rendu à la demande du Gouvernement. **Ces critères ont été repris dans le projet de loi du Gouvernement (article 23)** qui modifie l'article L. 3113-2 du CGCT.

**Les organes délibérants des collectivités territoriales doivent être élus sur des bases « essentiellement démographiques » (DC n° 2011-634)** en vertu du principe d'égalité devant le suffrage. Toute opération de redécoupage doit respecter des critères démographiques qui ne tolèrent que des exceptions limitées.

**Les exceptions doivent reposer sur des considérations géographiques spécialement justifiées ou sur des impératifs précis d'intérêt général.** Ces exceptions sont donc très circonscrites.

Le Conseil d'Etat a indiqué que la règle selon laquelle les limites cantonales devaient respecter les limites d'arrondissements perdait sa justification, dès lors que le projet de loi mettait fin au renouvellement par moitié des conseils généraux. **Les limites des nouveaux cantons pourront donc s'affranchir du respect des limites des arrondissements.**

Le Conseil d'Etat a indiqué qu'il y avait lieu, sauf raison impérieuse, de **respecter l'intégrité des communes**, en les incluant dans leur entier au sein du même canton. Seules les communes de grande taille devraient être séparées entre cantons différents. Toutefois, certaines configurations locales pourront contraindre à fractionner entre plusieurs cantons des villes de taille moyenne à fin unique de respecter l'équilibre démographique des cantons.

**La délimitation des nouveaux cantons pourra par ailleurs s'affranchir du respect des limites des circonscriptions législatives.**

#### **4. Impact du redécoupage sur les territoires**

Près des 3/5<sup>e</sup> des cantons n'ont pas connu de modification de leurs limites géographiques depuis 1801, ce qui signifie que les populations des cantons peuvent être extrêmement disparates au sein d'un même département. Cet écart peut aujourd'hui atteindre 1 pour 47 dans le cas le plus extrême. Dans la moitié des départements, il est supérieur à un rapport de 1 à 10.

**La nouvelle carte cantonale des départements devra en même temps qu'elle diminuera le nombre de cantons par deux rétablir les équilibres démographiques entre cantons.**

#### **5. Méthodologie**

1/ Vers la mi-avril, lorsque la rédaction du projet de loi sera stabilisé et proche de son adoption, **vous recevrez le Président du conseil général et les principaux élus du département ainsi que les forces politiques locales qui vous solliciteraient** pour écouter leurs commentaires et suggestions sur le redécoupage cantonal à venir. Vous pouvez recueillir les projets qui vous seraient transmis. A ce stade, vous ne pouvez vous engager sur aucun projet ou avant-projet.

2/ **Il vous appartiendra ensuite de m'adresser (SG-DMAT), mi-mai, un document unique de synthèse** des éléments – et particulièrement des propositions d'attention à des spécificités géographiques - dont les élus de votre département estimeraient nécessaire de tenir compte dans le cadre du redécoupage.

3/ **Au vu de la rédaction définitive de la loi et de l'éventuelle décision du Conseil constitutionnel et à l'examen des informations que vous nous aurez transmis, le bureau des élections élaborera une nouvelle carte cantonale.** Ceci permettra par ailleurs d'assurer l'unicité de la méthode de travail dans l'ensemble des départements et assurera au ministère une meilleure capacité à présenter les projets de décret au Conseil d'Etat.

4/ Une fois le projet du ministère de l'intérieur formalisé, il vous sera transmis pour recueillir vos observations. Vous pourrez transmettre à la DMAT votre analyse qui pourra s'appuyer sur votre connaissance du territoire, dans le respect des critères définis par la loi.

5/ A l'issue de cet échange, lorsque le projet de nouvelle carte aura été définitivement validé, **il vous reviendra de l'adresser au Conseil général dans les meilleurs délais et de présenter son contenu aux élus. Il vous faudra ensuite recueillir son avis dans un délai de six semaines.** Compte tenu du caractère obligatoire de cette saisine, il vous reviendra d'obtenir un accusé de réception dument daté permettant d'initier le délai de 6 semaines dans lequel le Conseil général doit rendre son avis.

Afin de respecter l'intégrité de ce délai, le ministre a précisé, lors des discussions à l'Assemblée nationale, qu'il convenait de geler la période estivale de congés comprise entre le 14 juillet et la fin du mois d'août. L'envoi des projets de décret tiendra naturellement compte de ce calendrier.

Les projets de décrets seront alors transmis pour avis pour Conseil d'Etat en formation administrative.

L'ensemble de ce processus se déroulera en plusieurs temps. Les projets de nouvelles cartes et les transmissions au Conseil d'Etat se feront à des rythmes différents selon l'avancée des travaux dans chacun des départements.

Le préfet,  
Secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, stylized loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Didier LALLEMENT

Code département	Nom du département	Population légale 2013	Nombre de cantons en 2015	population moyenne par canton en 2015
01	Ain	597 341	23	25971
02	Aisne	540 508	21	25738
03	Allier	342 908	19	18048
04	Alpes-de-Haute-Provence	160 149	15	10677
05	Hautes-Alpes	136 971	15	9131
06	Alpes-Maritimes	1 078 729	27	39953
07	Ardèche	315 090	17	18535
08	Ardennes	283 250	19	14908
09	Ariège	152 038	13	11695
10	Aube	303 327	17	17843
11	Aude	356 467	19	18761
12	Aveyron	276 805	23	12035
13	Bouches-du-Rhône	1 972 018	29	68001
14	Calvados	683 105	25	27324
15	Cantal	148 162	15	9877
16	Charente	351 577	19	18504
17	Charente-Maritime	622 323	27	23049
18	Cher	311 257	19	16382
19	Corrèze	243 551	19	12818
2A	Corse-du-Sud	143 600	11	13055
2B	Haute-Corse	166 093	15	11073
21	Côte-d'Or	524 358	23	22798
22	Côtes-d'Armor	591 641	27	21913
23	Creuse	123 029	15	8202
24	Dordogne	414 149	25	16566
25	Doubs	527 770	19	27777
26	Drôme	484 715	19	25511
27	Eure	586 543	23	25502
28	Eure-et-Loir	428 933	15	28596
29	Finistère	897 628	27	33245
30	Gard	709 700	23	30857
31	Haute-Garonne	1 243 641	27	46061
32	Gers	188 159	17	11068
33	Gironde	1 449 245	33	43917
34	Hérault	1 044 558	25	41782
35	Ille-et-Vilaine	988 140	27	36598
36	Indre	231 176	13	17783
37	Indre-et-Loire	590 515	19	31080
38	Isère	1 206 374	29	41599
39	Jura	261 534	17	15384
40	Landes	384 320	15	25621
41	Loir-et-Cher	330 079	15	22005
42	Loire	748 947	21	35664
43	Haute-Loire	224 006	19	11790
44	Loire-Atlantique	1 282 052	31	41357
45	Loiret	656 105	21	31243
46	Lot	174 578	17	10269
47	Lot-et-Garonne	331 123	21	15768
48	Lozère	77 082	13	5929
49	Mayenne-et-Loire	784 810	21	37372
50	Manche	498 747	27	18472
51	Marne	565 307	23	24579

Pour rappel : Nombre actuel de cantons	moyenne cantonale actuelle	% de cantons actuels respectant le principe d'égalité devant le suffrage
43	13 892	11
42	12 869	12
35	9 797	8
30	5 338	1
30	4 566	5
52	20 745	11
33	9 548	9
37	7 655	6
22	6 911	2
33	9 192	9
35	10 185	6
46	6 018	8
57	34 597	34
49	13 941	12
27	5 487	8
35	10 045	7
51	12 202	19
35	8 893	5
37	6 582	9
22	6 527	2
30	5 536	3
43	12 194	4
52	11 378	11
27	4 557	9
50	8 283	13
35	15 079	7
36	13 464	4
43	13 641	16
29	14 791	6
54	16 623	21
46	15 428	8
53	23 465	6
31	6 070	10
63	23 004	8
49	21 318	9
53	18 644	13
26	8 891	2
37	15 960	11
58	20 800	15
34	7 692	8
30	12 811	6
30	11 003	9
40	18 724	9
35	6 400	10
59	21 730	21
41	16 003	14
31	5 632	6
40	8 278	10
25	3 083	5
41	19 142	9
52	9 591	12
44	12 848	10

Code département	Nom du département	Population légale 2013	Nombre de cantons en 2015	population moyenne par canton en 2015
52	Haute-Marne	184 039	17	10826
53	Mayenne	306 337	17	18020
54	Meurthe-et-Moselle	732 207	23	31835
55	Meuse	193 923	17	11407
56	Morbihan	721 657	21	34365
57	Moselle	1 045 066	27	38706
58	Nièvre	219 584	17	12917
59	Nord	2 576 770	41	62848
60	Oise	803 595	21	38266
61	Orne	291 642	21	13888
62	Pas-de-Calais	1 461 387	39	37471
63	Puy-de-Dôme	632 311	31	20397
64	Pyrénées-Atlantiques	653 515	27	24204
65	Hautes-Pyrénées	229 458	17	13498
66	Pyrénées-Orientales	448 543	17	26385
67	Bas-Rhin	1 095 905	23	47648
68	Haut-Rhin	749 782	17	44105
69	Rhône	1 725 177	27	63895
70	Haute-Saône	239 548	17	14091
71	Saône-et-Loire	555 663	29	19161
72	Sarthe	563 518	21	26834
73	Savoie	414 959	19	21840
74	Haute-Savoie	738 088	17	43417
76	Seine-Maritime	1 250 411	35	35726
77	Seine-et-Marne	1 324 865	23	57603
78	Yvelines	1 408 765	21	67084
79	Deux-Sèvres	369 270	17	21722
80	Somme	570 741	23	24815
81	Tarn	375 379	23	16321
82	Tarn-et-Garonne	241 698	15	16113
83	Var	1 008 183	23	43834
84	Vaucluse	543 105	17	36207
85	Vendée	634 778	17	37340
86	Vienne	427 193	19	22484
87	Haute-Vienne	376 191	21	17914
88	Vosges	379 724	17	22337
89	Yonne	342 510	21	16310
90	Territoire de Belfort	142 911	9	15879
91	Essonne	1 215 340	21	57873
92	Hauts-de-Seine	1 572 490	23	68369
93	Seine-Saint-Denis	1 522 048	21	72478
94	Val-de-Marne	1 327 732	25	53109
95	Val-d'Oise	1 171 161	21	55770
971	Guadeloupe	403 355	21	19207
974	La Réunion	821 136	25	32845
976	Mayotte	212 645	13	16357
Total :			2068	

Pour rappel : Nombre actuel de cantons	moyenne cantonale actuelle	% de cantons actuels respectant le principe d'égalité devant le suffrage
32	5 751	5
32	9 573	8
44	16 641	14
31	6 256	6
42	17 182	14
51	20 491	20
32	6 862	7
79	32 617	22
41	19 600	11
40	7 291	11
77	18 979	43
61	10 366	11
52	12 568	10
34	6 749	6
31	14 469	9
44	24 907	18
31	24 187	10
54	31 948	18
32	7 486	6
57	9 748	13
40	14 088	7
37	11 215	5
34	21 708	6
69	18 122	14
43	30 811	16
39	36 122	15
33	11 190	8
46	12 407	15
46	8 160	6
30	8 057	5
43	23 446	12
24	22 629	5
31	20 477	9
38	11 242	9
42	8 957	15
31	12 249	10
42	8 155	6
15	9 527	10
42	28 937	21
45	34 944	20
40	38 051	22
49	27 097	34
39	30 030	18
40	10 084	9
49	16 758	22
19	11 192	4
3 971		1074
		27,0%